

LE PROGRÈS DU NORD

JOURNAL REPUBLICAIN QUOTIDIEN

SIÈGE ADMINISTRATIF
Rue de Béthune, 27, à Lille
(TELEPHONE N° 97)

LES ABONNÉS DE CE JOURNAL
Les annonces sont reçues aux Bureaux
du Journal, 27, rue de Béthune, à Lille
et dans toutes les Agences de Publicité.

RÉDACTION :
ROUBAIX, rue Deobert, 28.
TOURCOING, 5 bis, rue Nationale

PRIX DES ABONNEMENTS :
Nord et Départements limitrophes :
Trois mois : 4 fr. 50 - Un an : 18 fr.

Les abonnements partent du 1^{er} et du 15 de
chaque mois et sont payables d'avance

Concours de Mots

ORGANISÉ PAR
Le « Progrès du Nord »
doté de
50.000 Francs de Prix
DONT
**Un coffre-fort contenant
2.500 fr. en espèces**
Exposé à la Maison FICHET,
rue Nationale, 13, à LILLE.



EXPOSITION DES PRIX

Une exposition générale des
prix du concours sera incessamment
faite dans l'immeuble du
journal, 27, rue de Béthune. Les
concurrents pourront ainsi se
rendre compte des sacrifices que
nous avons consentis pour leur
être agréable.

AUJOURD'HUI :
Lisez le 64^e Feuilleton
Reconstituez le 64^e mot
Découpez le 64^e bon

ECHOS

Du est Léonard de Vinci ?
M. Barrière, ambassadeur à Rome, en
revenant le 30 décembre, a dit expressément :
« J'avais déjà dit à Votre Excellence que
étaient les sentiments de mon gouvernement
sur les procédés de haute courtoisie dont
ont fait preuve tous ceux qui se sont occupés
de la restauration de l'œuvre de l'homme
extraordinaire auquel, grâce à son honneur
de donner la vie, et la France, la sépulture... »
M. Henry Roujon s'est terminé son article du
« Temps », sur Léonard de Vinci, par ces
mots, qui sont le comble de l'affirmation
de M. Barrière :
« Notre terre de France qui fut hospitalière
et généreuse, refuse de livrer le secret
de sa sépulture. Léonard de Vinci n'a pas de
tombeau à Rome... »
Maintenant qu'on a retrouvé le « Joconde »,
ai-je essayé de retrouver Léonard de Vinci ?
Des Vœux.
Dans une grande ville du Midi, les notables
citoyens ont reçu cette carte imprimée :
Monsieur,
Votre dévoué allumeur
En ce jour à l'honneur
De venir vous souhaiter
Une sainte heureuse année.
Bonheur, santé, prospérité,
Que Dieu daigne vous l'accorder,
Et pour comble de souhaits,
Le bonheur parfait.
MADAME,
L'allumeur de nuit
Des matheux vous protège.
Il n'est pas d'effort
Qu'il n'ait, pleins ou vides,
Lui qui, par la clarté,
Scande le coloré.
De se recommander
En ce jour à l'honneur.

RÉACTIONNAIRES ?

Décidément la vie devient dure pour
les politiciens qui croient donner le
changement au pays en élassant parmi les
réactionnaires tous ceux qui suivent avec
une curiosité sympathique les efforts de
M. Briand.

A dire le vrai, cette méthode de sembler
un peu simpliste à l'usage des intel-
ligences fatiguées a fait son temps, et il
faut être follement ignorant soi-même
pour croire qu'autrui se contente encore
en 1913 de ses absences de raisons.

Lorsqu'on a confiance comme
nous - dans l'école publique, on juge
ses contemporains avec plus d'équité.
Il suffit qu'un citoyen ait appris à lire,
à écrire et à compter pour devenir infini-
ment plus exigeant qu'on l'admettait, et
il n'est personne qui ne puisse appré-
hender aujourd'hui avec un dictionnaire de
trois francs cinquante qu'un réaction-
naire est un monsieur qui se sert d'une
réaction, et qu'une réaction est l'ac-
tion d'un parti qui veut faire revivre les
choses du passé. Si quelqu'un oserait
dire que MM. Briand et Millerand vou-
lent à faire revivre les choses du passé,
l'imagine que le Républic du Nord, qui a
soutenu avec tant d'énergie MM. Miller-
and et Briand, serait le premier à le
notre rire sur son rire sonore et frater-
nel. Les républicains l'imiteraient d'au-
tant plus volontiers qu'ils verraient sur
côté de ces parlementaires d'autres par-
lementaires comme les radicaux indis-
cutables Pierre Baudin, Charles Le-
bono, Henry Chéron, ou des libres pen-
seurs notables comme notre distingué
confère le sénateur Henry Bérenger.

Nous raconterait-on que tous ces radi-

L'Allemagne aussi

CONNUT
un jour de l'An tragique

Ce ne fut partout que tueries

Nous enregistrions hier trois drames -
dont deux particulièrement graves, à Lens
et à Ostricourt - qui marquèrent le début de
l'année 1914.

En Allemagne c'est tout une série d'af-
faires tragiques que signalent les journaux.

Un mère et deux enfants assassinés

La petite ville de Wied-nurbeck, en West-
phalie, a été le théâtre d'une épouvantable
tuerie.

Au milieu de la nuit, on entendit soudain
dans la demeure de l'architecte Schwaerthe,
des cris effroyables. Les voisins accoururent,
forcèrent les portes et pénétrèrent dans l'ap-
partement. Dans la cuisine, Mme Schwaerthe
était étendue, inanimée, la gorge fracassée.
Dans l'embrasure, au même étage, âgée
de sept ans, réclama la gorge ouverte et ren-
dit le dernier soupir au bout de quelques
instants. Dans le jardin, on découvrit le fils
de l'architecte, âgé de dix-sept ans. Il gisait
dans le sang, blessé à mort. La gorge et le
péril ont été tués. On le transporta à l'hô-
pital, où il put déclarer qu'il avait été assas-
siné par un inconnu dont il n'a
rien pu distinguer les traits. Il trouva la force
de s'enfuir en sautant par la fenêtre.

L'architecte, lui, n'est pas blessé. Il dit ne
pouvoir donner aucune explication sur le
drame où tous les siens ont été assassinés.
La police a procédé à son arrestation, mais
il semble douteux qu'il ait donné la mort à
sa femme et à ses enfants. Les soupçons se
portent plutôt sur le fils aîné, âgé de vingt-
cinq ans, un dévot, qui avait dit qu'il
se rendait à Berlin, à la suite d'irrégu-
larités de son emploi. On le suit et il est revenu
dans sa famille le 31 décembre. Depuis l'ac-
cident tuerie, il a disparu.

« Il manque 80 avions militaires »

disent les constructeurs au Comité national

Que sont-ils devenus ?..

Il y a depuis quelques semaines une ques-
tion de avions militaires. Il paraît que sur
tous ceux qui devaient être construits avec
les fonds de la souscription nationale, que-
lques-uns manquent à l'appel. C'est un
moins ce qu'assure la Chambre syndicale
des industries aéronautiques.

Le 31 décembre dernier, le Comité national
pour l'aviation militaire faisait publier un
rapport ayant pour objet d'établir la situa-
tion complète des avions commandés aux
constructeurs français.

Les membres de la chambre syndicale des
industries aéronautiques s'étaient concertés
les termes de ce rapport, et leur président
communique le texte de la lettre suivante
qu'il adresse au sénateur Raymond, pré-
sident du Comité national pour l'aviation mili-
taire :

Monsieur le président,

Bien qu'il ne soit pas dans nos intentions
de continuer une polémique qui sort de
cadre nos travaux, nous nous voyons obli-
gés de répondre publiquement au rapport
que vous avez bien voulu nous communiquer
l'autre jour et que vous avez eu devoir re-
pondre publiquement nous l'avons étudié.
Nous tenons d'abord à vous remercier du
soin que vous avez pris d'étudier ce rapport,
mais nous voyons certaines observations
que nous aurions préféré vous exposer avant
de publier le rapport et qui auraient certai-
nement modifié vos conclusions.

Nous tenons à préciser au reste que si
nous, constructeurs, sommes intervenus
dans cette question, c'est non seulement par
ce que la vitalité de notre industrie exige
que nous nous intéressions publiquement
à ces questions, mais aussi parce que
les correspondants aux bureaux d'études de
la défense nationale.

Budget
Souscription : 300
..... 72
Total : 372

Or votre propre rapport établit qu'il a été
acheté au total 292 avions neufs.
Il manque donc, pour 1912, après ces
propres chiffres loutous,
80 avions

Ce déficit est supérieur de quelques unités
au nombre des avions qui devaient être
achetés cette année pour le compte du
Comité national. Ainsi vos propres chiffres
confirment simplement ce que nous avons
avancé : les avions de la souscription n'ont
pas été achetés en surplus des avions mili-
taires.

En ce qui concerne 1913, pour les raisons
exposées plus haut, ni vous, ni nous, ne
pouvons discuter sur des chiffres précis :
c'est pourquoi nous n'acceptons pas de vous
répondre sur l'ensemble des deux années
qu'expose votre rapport.

Cependant ce rapport lui-même nous a
indiqué qu'au 31 décembre 1913, plus de
deux tiers des avions dont vous faites état
ont été achetés en 1912. De plus, un cer-
tain nombre de marchés conclus cette an-
née ont été payés dans les premiers jours
de l'année ; certains ne nous ont même pas
encore réglés, et leurs livraisons s'opé-
reront jusqu'au début de mai de 1914.
Par conséquent, le plus grand déficit de
nos avions, une certaine somme, ne sera
pas payée sur le budget de 1913, ce
qui nous fait penser que le déficit de
ce lieu pour 80 avions en 1912.

Le crime d'un collégien

A Salmeron, un collégien, âgé de seize
ans, nommé Antoine Wolff, subitement pris
d'un accès de délirium tremens, a bles-
sé mortellement, à coups de revolver, pen-
dant le dîner, sa mère, sa sœur, son frère
et sa tante.

Un fils assassiné de son père

A Linsbach, dans la Prusse orientale,
un maçon, nommé Horn, a tué son père
d'un coup de hache.

Un gendarme poignardé

A Solch, dans le Wurtemberg, dans la
nuit du 31 décembre au jour de l'an, vers
une heure du matin, deux individus poignar-
dèrent un gendarme qui les invita à aller
dans un café. Le gendarme fut tué et les
deux auteurs du crime furent arrêtés.

Assassinat d'un industriel

A Darmstadt, à minuit sonnant, au mo-
ment où le directeur d'une fabrique de por-
celaine chinoise, nommé Doreau, ouvrait
un coffre, il reçut une balle de revolver
dans la tête, et mourut peu d'instants après.
On ignore qui a tiré le coup fatal.

Disparition mystérieuse

A Stuttgart, le directeur de l'école poly-
technique, le professeur Pickersgl, a dis-
paru le jour de l'an, au cours d'une prome-
nade. Malgré toutes les recherches, on n'a
pu retrouver sa trace.

AU MAROC

RAÏSSOUL PROCLAME SULTAN
A Rinko-de-Medik, on dit que Raïssoul
a été proclamé sultan du Maroc et qu'il a été
célébré par ses partisans de continuer la
guerre contre le sultan.

Les Familles Françaises

La statistique des familles françaises
vient d'être publiée par le ministère du Tra-
vail.

Il en résulte que l'on compte en France,
11.917.434 foyers avec ou sans enfants. Ce
total se décompose ainsi :

1.806.744 familles n'ont pas d'enfant	1 enfant
2.997.571 familles ont...	2 enfants
2.661.978	3 enfants
1.632.125	4 enfants
987.392	5 enfants
596.708	6 enfants
327.243	7 enfants
152.998	8 enfants
44.729	9 enfants
20.639	10 enfants
8.395	11 enfants
3.506	12 enfants
1.437	13 enfants
554	14 enfants
249	15 enfants
79	16 enfants
30	17 enfants
15	18 enfants
5	19 enfants
3	20 enfants

45 - en ont 18 et plus.

Evêque contre Municipalité

M. Grélier, évêque de Laval, vient de sup-
primer le culte à Villaines-la-Juhel, chef-
lieu de canton de l'arrondissement de Mayen-
ce. Aucun office ne sera plus célébré dans
ce culte, ni un vicaire général y a été
envoyé par l'évêque pour prévenir les né-
cessités de cette décision. L'évêché était de-
jà depuis quelque temps en difficulté avec la
commune au sujet du presbytère repris par
la municipalité.

Fédération démocratique et sociale de gauche

Dans une note publiée hier soir, le Temps
compte ainsi que sur les premières rensei-
gnements publiés sur la réunion de la nou-
velle Fédération démocratique et sociale de gauche.

A l'issue de la réunion tenue par la com-
mission d'organisation de la nouvelle fédé-
ration politique, la note suivante a été com-
muniquée à la presse :

La commission d'organisation désignée
au cours de la réunion de la rue d'Enghien
s'est réunie aujourd'hui. Elle a adopté défini-
tivement les termes de la déclaration et
des articles des statuts qui seront soumis à
l'Assemblée générale.

L'Assemblée générale sera convoquée
pour le jour de la rentrée des Chambres, le
13 janvier, à huit heures et demie du soir.

Parmi les parlementaires qui assisteront à
la réunion d'hier, citons : MM. Briand,
Barthou, Méharand, Pierre Baudin, Lebono,
Bérenger, Chauvin, Desjardins, Hoarau,
Chéron, Darlan, Desjardins, Landry, Peyrou-
net.

Les déclarations de la nouvelle Fédération
et ses statuts ne seront rendus publics qu'après
l'Assemblée générale qui se tiendra le
13 janvier. Nous pouvons dire cependant que
la déclaration affirme que ce groupe
considère comme intangibles les lois de
l'Etat. Elle indique la volonté de réaliser
la réforme électorale dans la plus brève délai
possible. L'application des lois de défense
nationale sera poursuivie « en leur entier et
de bon cœur ».

En ce qui concerne la réforme électorale,
la déclaration condamne le scrutin d'arron-
dissement qui devrait être remplacé par le
scrutin de liste avec représentation des mi-
norités.

Enfin le titre de la Fédération qui sera
proposé à l'Assemblée générale prochaine
serait celui de « Fédération démocratique
et sociale de gauche ». Les adhésions se-
ront examinées par un comité directeur
ayant pour mission principale de s'assurer
que les candidats adhérents au programme
de la Fédération et « remplissent des condi-
tions de loyalisme républicain absolues ».

Contre l'espionnage EN RUSSIE

Le conseil des ministres a approuvé la li-
ste suivante des informations dont la publi-
cation est interdite à la presse, en vertu de
la loi du 18 juillet 1912, relative à l'espion-
nage :

Informations sur les modifications pro-
jetées, et qui doivent être réalisées, dans l'ar-
mement des armées de terre et de mer ; sur
la formation de nouveaux cadres militaires ;
sur les modifications de leur composition ;
sur l'armement des navires de guerre en con-
struction ou en projet ; sur les réparations
de navires de guerre ; sur la quantité de
munitions et autres approvisionnements
prévus pour le cas de guerre ; sur l'état de
préparation à la guerre et sur l'importance
des fortifications, des ports de guerre, etc., en
cas de guerre ; sur les travaux en cours
d'exécution dans ces fortifications ou ports et
sur les projets de constructions nouvelles ;
sur l'équipement ou la suppression de
fortifications existantes ; sur les manœuvres
de troupes ou les exercices de tir de la flot-
te ; sur la marche ou les résultats des es-
sais de mobilisation des armées de terre et
de mer ; sur la marche des manœuvres et
essais de mobilisation dans les provinces
frontalières ; sur le régime de congé à des mil-
litaires et sur le rappel de soldats en com-
pagnie de réservistes ; sur le maintien sous les
drapeaux de soldats ayant fait leur temps
de service ; sur la dissolution des troupes à
la frontière ; sur les fret imposés à des navires
de commerce pour être dirigés sur des ports
de guerre ou sur la concentration de ces
navires dans ces ports.

Cette liste entre en vigueur, pour tout
objet de servir l'armée française, et, si po-

Le voyage de M. Poincaré EN RUSSIE

Un journal de matin annonce qu'il est in-
finiment probable que l'année 1914 ne s'ac-
complira pas sans que le Président de la Répu-
blique soit allé faire un voyage en Russie.

La chose n'est pas encore officielle, mais
elle se sera vraisemblablement avant le prin-
temps. On peut considérer comme certaine,
deux choses d'abord, que M. Poincaré ne
fera plus aucun voyage à l'étranger, avant
qu'il n'ait été rendu visite à l'Empereur
de Russie.

Ensuite, que cette visite aura lieu l'été
prochain, dans les vacances parlementaires. On
peut également dire qu'il s'agit d'un voyage
de la part du Président de la République,
lorsqu'il visitera aura lieu, de l'entourage de
l'Etat visité possible. C'est ainsi qu'une par-
tie de l'entourage de la Méditerranée, la divi-
sion des « Danubius », accompagnant le chef
de l'Etat dans la Belgique. Le précédent au-
rait également le titre de « chef d'assiette »
une journée de mission... des de l'armée ru-
sse. Enfin, on peut dire que l'entourage de
M. Poincaré sera accompagné de la Républi-
que russe. « Danubius », accompagnant le chef
de l'Etat dans la Belgique. Le précédent au-
rait également le titre de « chef d'assiette »
une journée de mission... des de l'armée ru-
sse. Enfin, on peut dire que l'entourage de
M. Poincaré sera accompagné de la Républi-
que russe.

RESERVES POUR 1913

Dans le rapport que vous avez publié
vous donnez les chiffres des réserves d'ap-
pareils achetés pour l'exercice 1912 et
des commandes qui leur sont - ou leur
seront - passées pour 1913.

Vous vous êtes basé, dites-vous, pour éta-
blir ce rapport sur des chiffres fournis par
les établissements de Chalais-Meudon et
« vérités par vous sur le livre de réception
des appareils ».

Ce livre, sans aucun doute, a pu vous
fournir toutes précisions utiles pour 1912,
mais les chiffres de 1913, qui sont ceux de
ce que concerne 1913, des réserves ont été
nécessaires, car vous reconnaissez vous-mê-
me que le jour il y a eu que 286 appareils li-
vrés sur les 431 dont vous faites état. Etant
donc les chiffres de l'année où cette décla-
ration fut faite, il est évident que les 145
appareils restant soient payés sur le budget
de 1913. Nous sommes en tout cas en pré-
sence d'une imprécision forte qui se per-
petue aujourd'hui à aucun de vos argumen-
ts avec précision avant le chapitre de l'exer-
cice budgétaire. Nous attendrions donc ces
chiffres pour reprendre, si y a lieu, cette
discussion sur des chiffres exacts et nous
nous contenterions pour l'instant d'examiner
les chiffres relatifs à 1912.

LES ACHATS EN 1912

- Pour l'exercice 1912 les nombres d'ap-
pareils achetés ont été les suivants :
- 1° D'après la commission des finances
du Sénat : 274
 - 2° D'après notre chambre syndicale... 272
(Elle non pas 219, chiffre qui ne vous
avait pas été donné comme défini-
tivement établi.)
 - 3° D'après une première évaluation de
Chalais-Meudon communiquée à
votre comité (Temps du 21 décem-
bre) : 362
 - 4° D'après une deuxième évaluation
militaire (Matin du 25 décembre) : 321
 - 5° D'après une seconde évaluation de
Chalais-Meudon communiquée à
votre comité (Temps du 31 décem-
bre) : 320

Ce dernier chiffre, qui est celui de votre
rapport, comprend, d'après vous : 1° 16 ap-
pareils transformés dont le prix a été
rapporté avec celui des appareils neufs et
qui n'augmentent pas d'une unité le nom-
bre des avions en service ; 2° 12 appareils
provenant de dons qui ne seraient entrés
en ligne de compte avec des appareils achetés,
soit à décharge de votre chiffre de 300
appareils achetés, 28 appareils, c'est-à-dire
qu'il a été effectivement acheté, d'après vos
chiffres, que 292 avions.

Vous vous remarquez que ce chiffre de
292, qui est votre, a été plus de 200
que pour 18 ou 20 unités avec les chiffres
de la commission de Sénat et de notre cham-
bre syndicale, chiffres sur lesquels nous
nous sommes toujours appuyés et avec les-
quels l'aéronautique militaire était précé-
demment en désaccord de 80 unités ?

Nous ne nous attarderons donc plus à dis-
cuter pour les quelques unités qui nous sé-
parent encore et nous n'en voyons plus à
tirer notre conclusion que de vos propres
chiffres.

LES AVIONS SOUSCRITS N'ONT PAS ÉTÉ ACHETÉS EN 1912

Le budget de 1912 prévoyait l'achat de 334
appareils neufs auxquels devaient s'ajouter
72 avions de la souscription nationale, ce
qui donnait pour cette année un total de
406 avions à acheter. Mais comme pour
406 de vos avions vous n'avez que
15.000 francs et que le budget devait pro-
viser la somme, restait-il à acheter 280

LA SITUATION POUR 1913

De plus, comme les chiffres de commandes
que vous indiquez vous-même pour 1913
comprendent des transformations d'appareils
et des réserves, il résulte que le déficit constaté
en 1912 par les commandes n'a fait que
s'accroître en 1913.

Dans ces conditions, et nous devons
vous le dire, nous ne pouvons que
maintenir notre opinion.

Il est vrai que les lettres de la souscription
nationale n'ont pas été achetées en totalité
de ceux qui avaient été prévus au
budget.

En 1913, ce que nous considérons ad-
missionnellement la situation, nous devons
dire que cet exercice, lors de l'ouverture
du déficit du précédent, ne fera que l'ac-
croître.

En conséquence, vous comprendrez que
nous nous n'ayons pu, ni vous, ni nous, nous
occuper de l'acceptation de votre rapport,
comme nous vous le disons d'ailleurs au
début de cette lettre.

D'autre part un fait nouveau s'est produit
depuis le début de nos débats. Le député
Grosd a posé une question écrite à M.
le ministre de la guerre sur le sujet qui nous
occupe. Si nous estimons que rien ne peut
modifier notre opinion sur vos chiffres,
comme les nôtres, nous vous prions
d'agréer l'assurance de nos sentiments les
plus distingués.

Le président de la chambre syn-
dicale des industries aéronautiques,
ROBERT EMANUEL PELTAN.

Français et Allemands se querellent au Mans

Un incident entre Allemands et Français
a été produit au Mans dans une brasserie.
Dans le nuit du 1^{er} janvier, une dizaine
d'ouvriers allemands étaient assis
à la brasserie « A la Chope d'Alsace » et
étaient joyeux comme le champagne.
L'un d'eux fut malade et fut conduit
à l'hôpital. Les autres se mirent à
siffler une chanson qui fut entendue par
un Français qui se trouvait dans la brasserie.
Les Français se levèrent et se dirigèrent
vers les Allemands. Les Allemands
se défendirent et furent aidés par un
Français qui se trouvait dans la brasserie.
Les Français se levèrent et se dirigèrent
vers les Allemands. Les Allemands
se défendirent et furent aidés par un
Français qui se trouvait dans la brasserie.

Les grandes manœuvres ALLEMANDES

Les journaux allemands annoncent que
conformément à l'usage, les manœuvres
ont lieu sur l'ordre de l'Empereur, et dans
l'intérêt de l'agriculture, dans le second
quatrième de septembre.